

## LES ILLUSIONS DE L'ARITHMETIQUE

Par Michel Godet<sup>1</sup>

Libération 31 janvier 2003

Je partage l'objectif affiché par Isaac Johsua en dernière phrase : avec la répartition « tisser le lien social entre générations », mais la convergence s'arrête là car nous divergeons totalement sur le diagnostic et les prescriptions. Les remèdes qu'il avance pour creuser le sillon de la répartition, préparent son tombeau. L'intention est généreuse, mais la potion est dangereuse car coupée des réalités économiques et sociales. Ce sont les illusions de l'arithmétique qui sont le vrai point commun entre le chômage et les retraites. Il est toujours tentant de prendre sa calculatrice pour montrer chiffres à l'appui qu'avec tout l'argent consacré à l'indemnisation du chômage, l'on pourrait sur le papier salarier tous les chômeurs, ou encore les remettre au travail pour financer autant de retraités. Les travailleurs ne sont pas tous substituables et surtout les masses ne sont pas comparables : le nombre de retraités va augmenter de plus 7 millions d'ici à 2030, le compte n'y est pas, il a heureusement trois fois moins de chômeurs. La société ne fonctionne pas comme une chaudière que l'on pourrait régler de manière centralisée. Les solutions papiers au chômage et aux retraites sont démenties par les faits. Le taux de chômage varie du simple au triple suivant les pays européens, mais tous sont concernés par le vieillissement et ont engagé des réformes qui vont dans le sens d'une répartition plus équitable, plus soucieuse des situations individuelles. Chez nous beaucoup partent plus tôt, touchent plus et vivent plus longtemps, est-ce bien normal ? Autre réalité, c'est l'activité qui crée l'emploi, les pays où le taux de chômage est le plus faible (Etats-Unis, Portugal, Pays-Bas) sont aussi les pays où l'on travaille plus qu'ailleurs et où l'on ne met pas les seniors à la casse sociale avec les préretraites. Après 2006, la population active qui comprend aussi par définition les chômeurs va cesser d'augmenter et baisser durablement. Ce sont les actifs, au chômage ou non, qui financent la répartition. L'arithmétique devrait convaincre Isaac Johsua : si le

---

<sup>1</sup> Professeur au Cnam, auteur de : *Le Choc de 2006*, Odile Jacob, 2003.

nombre d'actifs diminue alors que le nombre de retraités augmente, il faudra relever les cotisations et pour un même gâteau à partager en plus de parts diminuer, la taille de chacune .

Reste l'argument le plus séduisant, mais hélas trompeur avancé par notre contradicteur, celui des fameux 3,6% de PIB annuel qu'il suffirait de dégager d'ici à 2040 pour maintenir la répartition actuelle (y compris avec ses injustices les plus criantes notamment pour les ouvriers qui devraient partir plus tôt ou toucher plus compte tenu de leur espérance de vie). La base paraît solide et consensuelle, c'est le fameux rapport du COR établi en concertation avec les partenaires sociaux. Il suffirait de prélever chaque année un peu de PIB supplémentaire pour résoudre le problème. Que ne le fait-on pas déjà ? Pour comprendre il faut abandonner les pourcentages qui paraissent minimes pour revenir aux sommes correspondantes qui sont en réalité colossales. Le PIB actuel est de l'ordre de 1400 milliards d'euros, c'est donc un *flux* de 3,6 % , équivalent à 50 milliards d'euros d'aujourd'hui, qu'il faudrait prélever chaque année alors que le *stock* du fonds de réserve pour les retraites stagne en dessous des 10 milliards et même en période d'embellie, on a eu du mal à l'alimenter. Les actifs de ce pays sont –ils prêts à voir leur revenu baisser de près 2000 euros par an pour des retraités, qui ont cotisé moins qu'eux et ont encore un revenu moyen supérieur de 10%. Ce n'est pas la richesse qui fait défaut, le PIB a doublé depuis 1975 mais la capacité de chacun à comprendre que dans un monde qui change , le statu quo est une impasse et qu'il faut revoir les règles du jeu.